

# Compte rendu de la conférence APHG d'Alain Gresh (09/01/14)

## « Proche et Moyen Orient : un foyer de conflits depuis 1945 »

Conférence organisée en 4 interventions et s'appuyant sur l'analyse de quelques cartes du Monde Diplomatique. (voir autres PJ)

### Analyse des conflits autour de la création et de l'existence de l'Etat d'Israël depuis 1948

C'est un sujet polémique qui suscite questions et émotion dans les classes. L'objectivité n'existe pas, ne veut rien dire sur une pareille question. Il faut se demander à partir de quels principes on se situe, en se détachant de ses a priori, de ses origines ethniques, religieuses.

#### De l'effondrement de l'Empire ottoman à 1945

Les frontières de 1945 sont tracées au lendemain de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale : les Etats du Moyen-Orient sont formellement indépendants, mais sous contrôle colonial des 2 puissances dominantes, le Royaume Uni (Irak, Egypte, Jordanie) et la France (Liban, Syrie). Le mandat est un maintien de la domination coloniale, en prétextant qu'il conduira à l'indépendance, exigence des 14 points Wilson. Ces 2 puissances sortent très affaiblies de la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale. Dès 1945, la France rend leur indépendance au Liban et à la Syrie. Le Royaume Uni s'efface progressivement au profit des Etats-Unis dans un contexte d'indépendance programmée de l'Inde qui rend Suez moins stratégique et de rivalité avec l'URSS (Grèce, Turquie, Liban = ligne de défense du monde libre).

La question de la Palestine est déjà brûlante au lendemain de la 1<sup>ère</sup> GM. Le territoire est ingérable : 1/3 de la population est juive (600 000 personnes) pour 2/3 de population arabe. La politique des Britanniques favorise plutôt le mouvement sioniste et l'autonomie des communautés juives de Palestine. En 1936/39 la grande révolte palestinienne aboutit à l'écrasement du mouvement national palestinien, privé de toute direction autonome structurée.

Mais, en 1939, la politique britannique marque un tournant, avec la publication d'un nouveau livre blanc, qui donne des gages au mouvement nationaliste arabe, en programmant l'indépendance d'ici 10 ans et impose des quotas d'immigration pour les juifs. Ce livre blanc est fermement condamné par le mouvement sioniste.

Ce dernier se tourne vers les Etats-Unis qui deviennent son allié stratégique. En 1942, première mention, lors d'une conférence avec les Etats-Unis, d'un Etat juif en Palestine (et non plus d'un « foyer national juif » comme dans la déclaration Balfour de 1917). En Palestine, en 1942/44, les sionistes combattent les Britanniques qui sortent exsangues de la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale et doivent maintenir sur place 100 000h pour contrôler le territoire. Mais ils n'en ont plus les moyens et portent la question devant l'ONU, nouvelle institution de 50 pays seulement (Europe, Amérique et quelques pays d'Asie).

#### Le plan de partage de 1947

L'ONU, très divisée sur la question, envoie sur place une commission d'enquête qui rencontre les différentes parties, y compris des réfugiés rescapés de la Shoah. Les organisations palestiniennes boycottent cette commission de l'Onu. 11 pays y participent et il faut souligner que certains pays comme la Suède envoient un diplomate accompagné d'un juif pour les y représenter. Il faut garder présent à l'esprit qu'avant la guerre la « Terre Promise » des juifs fuyant l'Europe, ce sont les Etats-Unis et non la Palestine qui n'est qu'un « 2<sup>ème</sup> choix », mais à la fin des années 1920, les Etats-Unis imposent des restrictions sévères à l'immigration. La commission revient très divisée sur la question. Deux solutions sont proposées à l'Assemblée générale: 1 seul Etat pour les 2 communautés ou un partage en 2 Etats.

L'URSS, les Etats-Unis et de nombreux pays d'Europe approuvent l'idée du partage pour des motifs divers, d'où l'antisémitisme n'est pas toujours absent... Le lobby juif a joué son rôle. L'URSS est

favorable au sionisme, car, en 1945/47, les pays arabes sont les alliés des Britanniques. Le partage l'emporte par un vote le 29 novembre 1947. Les britanniques s'abstiennent pour ne pas fâcher leurs alliés arabes (Jordanie, Irak, Egypte). En 1948, la Légion arabe de Jordanie est commandée par un officier britannique. Le Roi Abdallah de Jordanie sera assassiné par un palestinien. La France est tentée de s'abstenir sur ce plan de partage, car, puissance coloniale au Maghreb, elle ne veut pas fâcher les colonisés, alors que les colonialistes se réjouissent de la leçon donnée aux arabes pour les faire tenir tranquilles! Elle vote finalement le partage sur la pression des Etats-Unis qui menacent d'interrompre le plan Marshall. Ceci montre qu' une décision politique difficile est le résultat d'injonctions contradictoires.

Le découpage du pays est bancal, peu cohérent (carte 1):

Les juifs obtiennent 55% du territoire pour 1/3 de la population, mais avec 400 000 arabes sur leur lot. La partie arabe est coupée en 3 morceaux à peine reliés entre eux. Les organisations sionistes ont gagné sur le principe d'un Etat juif, (on peut toujours rectifier des frontières ...) où les arabes sont minoritaires.

Pour les Etats arabes et les Palestiniens c'est inacceptable ! Pour eux, l'entreprise sioniste est illégitime. Ce n'est pas la même chose d'accueillir des réfugiés sur son territoire et d'accepter qu'ils se constituent en Etat. Un point de vue « objectif » sur la question sera différent selon qu'on adopte ou non ce postulat.

### **La guerre de 1948 et ses conséquences**

Le 15 Mai 1948, c'est la naissance de l'Etat d'Israël, immédiatement envahi par les pays arabes. Israël gagne cette première guerre et contrôle 78% du territoire grâce aux armes fournies par l'URSS via la Tchécoslovaquie, à une armée qui passe de 30 000 à 100 000 hommes. Les arabes n'alignent que 25 000 combattants, sans unité de commandement. La Cisjordanie est annexée par la Jordanie avec l'appui britannique, l'Egypte prend le contrôle de Gaza sans l'annexer. Jérusalem est coupée en 2. Il y a 700 000 réfugiés palestiniens. (carte 2)

Cette guerre a pour conséquence une radicalisation du nationalisme dans les pays arabes (1952 Nasser en Egypte, 1958 renversement de la monarchie en Irak).

Les Etats-Unis raisonnent en terme de Guerre Froide dans la région, et sont incapables de comprendre la radicalisation de ces mouvements, tout comme ils ne comprennent pas Bandung. Ils sont plus proches des diplomates juifs sionistes, qui connaissent leurs codes, parlent le même langage, et souvent la même langue, que des dirigeants arabes. Au contraire, par opportunisme, les soviétiques soutiennent le nationalisme arabe (cf appui à Nasser) et font oublier leurs positions de 1947. La question palestinienne est marginalisée : on parle de conflit israélo- arabe. Ce n'est pas un conflit de guerre froide, même s'il s'inscrit dans ce contexte.

### **Les autres conflits**

1956 : la crise de Suez, se transforme en un 2ème conflit israélo-arabe : le RU et la France ont négocié avec Israël leur intervention mais la pression des 2 Grands efface leur victoire militaire (carte 3).

1967 : la guerre des Six Jours, déclenchée par Israël, se transforme en victoire éclair et permet d'importants gains territoriaux (territoires occupés). La question des menaces qui pesaient sur Israël est controversée. L'Etat d'Israël, bien équipé militairement, était-il vraiment menacé, ou était sûr de sa victoire largement préparée en amont (dans les premières minutes de la guerre l'aviation égyptienne est clouée au sol) ? (carte 4) La guerre du Kippour de 1973 ne modifie pas les frontières de 1967. En 1978 la paix est signée avec l'Egypte, le conflit israélo-arabe laisse progressivement la place à un conflit israélo-palestinien.(carte 5)

La question palestinienne est une question symbolique majeure dans tous les pays arabes, y compris au Maghreb, depuis 1947. C'est un enjeu diplomatique entre pays arabes qui se veulent chacun le plus pro palestinien.

## Les réfugiés palestiniens

Les réfugiés palestiniens sont plusieurs millions, en majorité à Gaza, en Cisjordanie et en Jordanie, mais aussi au Liban, en Syrie et dans les « pétromonarchies » du Golfe (voir carte) Leur précarité est très grande : par exemple, les 400 000 Palestiniens du Koweït, où ils avaient depuis 1948 une situation stable et prospère, ont été expulsés en 1991, après l'invasion par l'Irak et la guerre du Golfe, en raison de la position de l'OLP. Ils ont provoqué, grâce à leurs économies, un boom économique en Jordanie qui les a accueillis !  
La question des ces réfugiés est un élément de déstabilisation de toute la zone. (carte 6)

### Pourquoi la fuite en 1947-48 ?

Deux récits s'affrontent :

- c'est la réponse à un appel des armées arabes pour exterminer les juifs.
  - les Palestiniens sont victimes d'un « nettoyage ethnique » par les armées israéliennes.
- Les recherches historiques dans les archives israéliennes attestent :
- une entreprise d'expulsion coordonnée : dès les années 30 les organisations sionistes ont imaginé un transfert de population à l'exemple de ce qui s'est passé en Asie Mineure et Grèce entre Turcs et Grecs dans les années 20.
  - le départ d'arabes palestiniens, souvent aisés qui fuient la guerre et partent spontanément.
  - des massacres :ex Deir Yassine où environ 200 palestiniens sont tués par un groupe sioniste dissident
  - des expulsions manu militari : on les charge dans des camions et on leur fait passer la frontière.
  - des villages palestiniens totalement rasés, effacés de la carte.
  - des massacres effectifs des 2 côtés, comme dans toute guerre, mais en toute logique, les vainqueurs, plus forts, en ont perpétré le plus.

Il ne faut pas perdre de vue que les combattants sionistes sont dans une proportion non négligeable des survivants de la Shoah (avoir subi un génocide ne rend pas meilleur...) Pour certains d'entre eux, une expulsion, un massacre localisé est beaucoup moins terrible que ce qu'ils ont vécu.

### Le droit au retour ?

Il faut rappeler que c'est un principe fondamental de l'ONU.  
C'est un enjeu symbolique de la reconnaissance des faits et de l'acceptation par Israël de sa responsabilité dans le problème des réfugiés.  
Dans les années 50, le désir de retour chez les Palestiniens est très fort : ils refusent de s'intégrer.

### La lutte des Palestiniens

Dans l'exil une nouvelle génération de Palestiniens réfléchit sur la manière de s'inscrire dans le monde arabe : la division des arabes a été la cause de la défaite, l'unité arabe est un préalable à la reconquête.

Mais l'exemple du FLN algérien convainc certains réfugiés, ingénieurs au Koweït, groupés autour d'Arafat, que le combat pour la libération est de leur propre responsabilité. C'est la lutte armée des Palestiniens qui va libérer la Palestine (cf succès du FLN en Algérie, guerre du Vietnam, guérillas d'Amérique Latine).

La concurrence entre capitales arabes conduit à une surenchère sur le sujet.

En 1964, la Ligue Arabe choisit de favoriser la création de l'OLP, instrumentalisée par les pays arabes dans leurs rivalités, mais la défaite, en 1967, de l'Egypte de Nasser et de la Syrie de Assad change la donne (elle est aussi un choc intérieur dans ces pays).

La lutte armée révolutionnaire (le Fatah) s'impose avec la mobilisation des réfugiés en particulier en Cisjordanie et en Jordanie où un 2<sup>ème</sup> pouvoir se met en place.

En 1969, Nasser, très affaibli, s'allie à Arafat qui devient président de l'OLP cadre unificateur dans lequel les Palestiniens se mobilisent pour se libérer par eux- même, par la lutte armée clandestine, ce que les Etats arabes n'ont pas réussi. Pour Arafat les Juifs Israéliens ont vocation à rentrer chez eux en Europe comme les Pieds Noirs d'Algérie. Il admet cependant qu'ils pourront rester dans une Palestine où cohabiteront arabes, musulmans ou chrétiens, et juifs. C'est l'époque des détournements d'avions, du terrorisme sanglant. Mais l'OLP dépend du soutien des différents pays arabes, qui sont concurrents,

sans base logistique autonome comme le Nord Vietnam pour les combattants Vietcongs. En 1971 Arafat et l'OLP sont chassés de Jordanie et se réfugient au Liban. Dès septembre 1973 il se rallie à l'idée d'un Etat palestinien (Cisjordanie, Gaza, Jérusalem Est).

1967 a marqué l'unification du peuple palestinien qui partage le même sort : l'occupation israélienne. Jusqu'en 1965 les Palestiniens Israéliens subissent un contrôle militaire strict, sont des citoyens de « seconde zone », encadrés par un seul parti judéo-arabe communiste.

En 1979, l'OLP et Arafat, chassés du Liban par l'armée israélienne, trouvent refuge en Tunisie très loin de leurs bases et se pose la question de leur survie, malgré des succès diplomatiques (Arafat reçu en Europe...)

### **Les accords d'Oslo**

La première Intifada, à partir de 1987, non armée, montre qu'il n'y a pas d'occupation tranquille et va conforter Arafat. Elle aboutit aux accords d'Oslo en 1993 : période de transition de 5 ans, jusqu'en 1999, autonomie progressive, établissement d'un climat de confiance qui permettra progressivement un accord sur les questions les plus sensibles.

Ce pari d'une transition facile est un échec. Ces accords aboutissent à un morcellement du territoire palestinien en trois zones :

Zone A : grandes villes palestiniennes, contrôle total par l'autorité palestinienne

Zone B : mixte, contrôle palestinien, mais l'armée israélienne rentre quand elle veut

Zone C : contrôle total par l'armée israélienne (carte 7)

Les accords d'Oslo ne prévoient pas formellement l'arrêt de la colonisation. Pour de nombreux israéliens, il ne s'agit pas d'une occupation armée ordinaire mais d'« Eretz Israël » légitime à leur yeux. En 1993, on compte 100 000 colons en Cisjordanie, 120 000 à Jérusalem. De nos jours ils sont environ 600 000. Il s'agit d'une colonisation de peuplement idéologique, le travail de la terre y est minoritaire, les colons ont un emploi en Israël même, les logements y sont 30% moins chers. La possibilité d'un Etat palestinien s'amenuise au fil des ans. Elle provoque une exaspération de plus en plus forte de la population palestinienne. Les colonies signifient confiscations de terres, expulsions, routes interdites, check point, contrôles etc... cela conduit à la 2<sup>ème</sup> Intifada armée (attentats suicide, armes à feu) à laquelle répond une forte répression. Les discussions sont dans l'impasse. (carte 8)

En 2000, le président Clinton à la fin de son mandat relance les négociations. Il est le premier Président américain à aller à Gaza, a beaucoup de sympathie pour les Palestiniens, mais les négociations échouent. Clinton est très sensible aux arguments sécuritaires des diplomates israéliens : ils parlent le même langage, partagent la même culture. Pour Israël « ce qui est à nous est à nous, le reste est négociable », ce qui est inacceptable pour des Palestiniens qui n'ont que 22% de la Palestine de 1947.

### **Y a-t-il une solution politique aujourd'hui ?**

Elle est difficile à imaginer. Un Etat palestinien avec une présence massive de colons est difficilement envisageable, mais comment rapatrier 200 000 colons ? L'Etat palestinien s'apparente de plus en plus à un archipel...

Les gouvernements israéliens sont de plus en plus à droite, sans compter une extrême droite pour laquelle la colonisation est un droit pour Israël et ce sont les palestiniens qui ont vocation à être expulsés du Grand Israël. Pour eux, Ehoud Barack est un « criminel de Paix ».

Le camp de la paix en Israël a été laminé par la 2<sup>ème</sup> Intifada. Pour beaucoup d'Israéliens, ce sont les Palestiniens qui ont refusé la paix. L'échec s'explique par un refus de l'égalité de droit entre les deux parties.

L'Union Européenne, qui a apporté un soutien financier massif à l'Autorité Palestinienne, a fait preuve d'une grande naïveté en voulant maintenir la balance égale entre les 2 camps, en oubliant le rapport de force très inégalitaire entre une puissance occupante et un territoire occupé. Elle fait pression pour une reprise des négociations malgré la poursuite de la colonisation. Elle a accordé à Israël des avantages économiques que n'a aucun autre pays hors U.E (accords commerciaux, coopération scientifique). Pour l'U.E et les Etats-Unis la seule position acceptable est de faire pression sur la partie la plus forte pour mettre en œuvre la solution qu'ils affirment vouloir.

Il faut appliquer à ce conflit la même grille d'analyse qu'aux autres conflits.

La position de l'ONU doit s'appliquer, le droit international doit être réaffirmé. Le droit international des réfugiés doit être appliqué comme dans l'ex Yougoslavie.

Face à ses élèves, le professeur doit clairement marquer la ligne entre sa neutralité de professeur et son point de vue de citoyen engagé.

Il faut aussi inviter les élèves à la réflexion et à dépasser les solidarités primaires :

« Moi français, arabe, d'origine maghrébine, je suis solidaire de mes frères palestiniens »

« Moi français, juif, je suis solidaire de l'Etat d'Israël, de l'armée israélienne »

« Moi français, arabe, d'origine maghrébine, je suis l'ennemi de mes concitoyens juifs ».

## **La montée de l'islamisme politique au Moyen-Orient.**

Le terme islamisme est récent, ambigu. Pendant longtemps il a été synonyme d'Islam. Il porte une charge idéologique forte.

### **De l'islamisme aux islamismes**

A la fin des années 60, début des années 70, un glissement sémantique se produit sous l'impulsion de chercheurs en sciences politiques. Le terme est utilisé au pluriel et recouvre des mouvements politiques très divers. Ces mouvements ont fait bouger les lignes d'interprétation du Coran.

Ex: dans les années 60, le mouvement féministe égyptien demande le droit de vote pour les femmes, Al Azhar, la plus grande université de l'Islam sunnite, émet une fatwa disant que le droit de vote des femmes est contraire au Coran. De nos jours, c'est un acquis, que nul ne remet en cause, partout dans le monde musulman, à la seule exception de l'Arabie Saoudite.

Ex: en Iran, en 1979, une mobilisation massive de plusieurs millions de personnes renverse le Shah, pro-occidental. Mollahs et Ayatollahs prennent le pouvoir. Se pose la question du contrôle des naissances, politique mise en place par le Shah, mais ignorée, sauf dans les catégories aisées et occidentalisées de la population. Une première fatwa de Khomeiny affirme que le contrôle des naissances est contraire à l'Islam, mais, face à l'explosion démographique, une 2<sup>ème</sup> fatwa, du même Khomeiny, se déclare en faveur du contrôle des naissances, aujourd'hui très largement répandu en Iran.

L'Islam, religion d'Etat ou religion dominante depuis 1500 ans dans de nombreux Etats s'est adaptée par une évolution des interprétations du Coran.

Cf Olivier Roy : « Le Coran dit ce que les musulmans disent qu'il dit »

En Turquie, des mouvements islamistes sont concurrents, tout en se réclamant de l'Islam (ex l'AKP d'Erdogan contre la confrérie musulmane de Gülen).

Il s'agit donc de comprendre la politique de chaque mouvement, religieux ou non.

Au Proche-Orient, après la 2<sup>ème</sup> GM, émergent des mouvements nationalistes révolutionnaires Nassérisme, Baasisme, auxquels s'opposent les occidentaux qui les considèrent comme des chevaux de Troie du communisme. Ces mouvements, idéologie dominante jusqu'en 1967 (défaite de l'Egypte et de la Syrie dans la Guerre des 6 Jours), défendent le panarabisme (une seule nation arabe), le socialisme, le tiers-mondisme.

### **Les interventions occidentales au Moyen-Orient (carte 9)**

L'islamisme se développe fortement après l'intervention occidentale lors de la Guerre du Golfe. Propagé par les Frères Musulmans, il est une réaction au modèle occidental, libéral ou socialiste synonyme d'échec du développement. Les Frères Musulmans sont la matrice de tous les mouvements d'obédience sunnite, leur poids politique est considérable, ils remportent les élections ( 2006 Hamas à Gaza, Tunisie Ennahda, Egypte ). Ces derniers sont une confrérie, et non un parti politique, fondée en 1929 par El Banna, instituteur égyptien, assassiné en 1946. L'objectif est de revenir à la « vraie religion », par l'action politique. Le mouvement a une dimension sociale : éducation, aide à la survie dans les quartiers populaires. Il n'est pas dirigé par des religieux (en Islam les autorités religieuses étudient les textes, interprètent le Coran, émettent des fatwas). Le mouvement est très hiérarchisé,

structuré, repose sur des militants très engagés au dévouement absolu. Leur situation est très différente selon les pays, par exemple au Maroc ils restent contrôlés par la monarchie. Globalement ils ne cherchent pas la confrontation violente, mais des dissidences peuvent aboutir à la formation de groupes armés (ex en Egypte attentats violents de Louksor).

### **Les « autoroutes de l'insurrection » (croquis 10)**

L'invasion soviétique en Afghanistan en 1979 change la donne. Elle a pour objectif de soutenir un gouvernement communiste arrivé au pouvoir de façon autonome, mais en difficulté. En réaction, les Etats-Unis aident dans leur lutte les opposants, afghans mais aussi venus du monde arabe. C'est la naissance d'une organisation transnationale, sans projet politique national, hostile aux Etats-Unis, considérés comme principale force anti-islam dans le monde (cf Ben Laden). Se mettent en place des « autoroutes de l'insurrection » (cf carte) qui passent d'un conflit à l'autre, au gré des événements, sans bases locales permanentes, véhiculant idées, cadres, techniques de combat. L'attentat suicide devient une pratique de lutte de plus en plus courante, malgré des débats très forts sur sa justification dans l'Islam. Al Qaida est devenu une « franchise », une appellation (cf AQMI = Al Qaida au Maghreb islamique). La violence armée est la dernière alternative quand le combat politique a échoué. La question palestinienne est un thème mobilisateur qui alimente le recrutement et la radicalisation.

Le Coran n'est pas une grille de lecture pertinente pour comprendre le Moyen-Orient. On peut par exemple y trouver aussi bien de quoi condamner le 11 septembre que le justifier. La grille d'analyse est à chercher dans les sciences sociales. Le pouvoir religieux traditionnel est souvent décrédibilisé en raison de ses compromissions politiques (cf Al Azhar/ Moubarak). La Charia est un code du statut personnel, mais ne change pas le corpus législatif. (ex la Charia a été introduite par Sadate dans la constitution sans levée de bouclier en Occident dont Sadate est l'allié et sans que cela ne change fondamentalement les lois).

Dans tous les pays musulmans les étudiantes sont majoritaires. Le voile leur a permis de sortir y compris dans les petites villes et c'est d'une certaine façon un outil d'émancipation des femmes.

On peut distinguer 4 signes d'émancipation des femmes en pays d'Islam :

- accès à la maîtrise de la fécondité ;
- accès à l'université ;
- accès au travail ;
- port du foulard dont il existe une grande variété de forme, de couleur, de façon d'être porté.

Il y a 50 ans, il n'y avait aucune fatwa sur le foulard, alors que de nos jours elles sont innombrables et règlementent la forme, la couleur etc... En Occident, il peut être un bras d'honneur à ce qui est imposé. La situation des femmes est aussi horrible en Inde qu'au Pakistan et ne s'explique pas obligatoirement par la religion.

## **Les Révolutions arabes depuis 2011**

Depuis les années 1980 jusqu'en 2011, le monde arabe est la seule région du monde figée : les mêmes dirigeants ou leur fils sont en place (Egypte, Syrie, Tunisie, Yémen, Maroc). Il faut noter que le monde arabe n'est pas le monde musulman : l'Indonésie, le plus grand pays musulman, n'est pas arabe.

La stabilité est d'abord ébranlée en Tunisie, puis très vite en Egypte.

### **Pourquoi là ? Pourquoi à ce moment ?**

La poudre est présente depuis longtemps.

On distingue 3 éléments communs à tous ces mouvements :

-des pouvoirs autoritaires, présents depuis 30 ans et plus (vieux pouvoirs mais aussi pouvoir de vieux). En Egypte, la majorité de la population n'a connu que Moubarak. Les citoyens sont soumis à un arbitraire total et à une importante corruption. En Tunisie, le point de départ de la révolte est

l'immolation par le feu d'un jeune marchand des 4 saisons qui a fait des études jusqu'au bac, n'a pas d'emploi et survit en vendant à la sauvette fruits et légumes. Son étal a été plusieurs fois confisqué par la police.

-une politique économique et sociale qui s'inscrit dans le mouvement de libéralisation de l'économie mondiale, ce qui provoque une hausse des inégalités, un enrichissement des élites qui s'accaparent un patrimoine national bradé. L'Etat abandonne sa faible politique de redistribution.

-le poids de la jeunesse, qui est mieux éduquée que ses parents, qui est allée à l'université, avec des aspirations sociales fortes, mais qui subit une précarisation croissante, en particulier en raison d'une fonction publique de plus en plus fermée. Cette jeunesse est beaucoup plus ouverte au monde (CNN, Facebook, Twitter). Les débats contradictoires, grande nouveauté dans le monde arabe, sur la chaîne Al Jazeera, sont suivis avec passion dans tout le monde arabe. Cela explique le phénomène de contagion de ces révolutions.

Le monde arabe est aussi marqué par l'affaiblissement de certains Etats et le développement de milices armées (Hezbollah, Hamas). L'onde de choc des révolutions arabes a eu lieu dans un contexte d'instabilité, d'échec catastrophique de l'intervention occidentale en Irak, en Afghanistan. L'intervention occidentale en Irak a provoqué un exode massif de population (1.5 millions de réfugiés irakiens en Syrie). Les premières victimes de la guerre sont les femmes, les minorités, en particulier les Chrétiens, partie constitutive du monde arabe, arabophones, dont le statut est de plus en plus dégradé.

### **Les révolutions en Tunisie et en Egypte :**

En Tunisie comme en Egypte, ces révolutions ont été précédées de grèves (mines de Gafsa), ont abouti à la mise à l'écart du dictateur et de son proche entourage. La démocratisation est très difficile à se mettre en place car il faut construire des partis politiques. Les élections ont amené au pouvoir des partis islamistes comme Ennahda en Tunisie, les Frères Musulmans et leurs alliés salafistes en Egypte (70% des voix). Les affrontements persistent, car il y a une vraie difficulté à accepter la pluralité des opinions, pourtant condition sine qua non de la démocratie. L'opinion supporte mal la lenteur du processus d'adoption d'une constitution, alors que la situation économique et sociale ne s'améliore pas.

En Egypte, les Frères musulmans présents depuis les années 30, sont une organisation repliée sur elle-même consolidée par la répression. Morsi n'a pas introduit de changements majeurs par rapport à l'Islam, mais son incapacité à trouver des alliés, son sectarisme, ont provoqué son isolement et son impopularité. L'armée a repris la main et exerce une répression très dure contre les Frères Musulmans et tous les autres opposants au régime de Moubarak. La nouvelle constitution proposée est assez proche de celle de Morsi. Les perspectives en Egypte sont peu réjouissantes : reprise de la torture, impunité de l'armée qui pendant 8 ans désignera le ministre de la défense. Les militaires se sont imposés avec le soutien de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis.

En Tunisie, Ennahda, qui n'a pas la majorité absolue, est allié avec 2 petits partis laïcs. Sa direction qui a vécu à l'étranger (en Grande Bretagne pour Ghannouchi) a une vision plus ouverte. Il a compris qu'on ne peut pas se mettre à dos l'armée, les intellectuels, les occidentaux. Il faut des compromis. La jeunesse est dans la rue, car il n'y a pas eu de rajeunissement des cadres des partis et de graves difficultés économiques et sociales persistent.

L'enthousiasme pour les « Printemps Arabes » a fait place au désenchantement. Le chaos menace autant que le retour de la dictature, mais le bouleversement du rapport du citoyen à l'Etat est irréversible.

**Compte rendu fait pour l'APHG par Michèle Schmitt-Vella et Emmanuel Mathiot**